

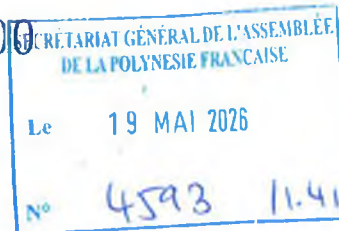


# Groupe A FANO TIÀ

Jeudi 21 mai 2026 à 09h00

4<sup>ème</sup> séance plénière

Session Administrative



## Question Orale

**Objet :** La position de Ma'ohi Nui face lors du prochain C24

**Intervenant :** M. Steve CHAILLOUX

*Ia Ora na,*

Ma question s'adresse à Monsieur Moetai BROTHERRSON, Président de la Polynésie française, en charge du Tourisme, des Transports aériens, de l'Égalité des territoires, des Affaires internationales, de l'Économie numérique et des Conséquences des essais nucléaires

Monsieur le Président,

Le 17 mai dernier, nous avons commémoré le 13<sup>ème</sup> anniversaire de la réinscription de la Polynésie française sur la liste des territoires non autonomes des Nations Unies. Un moment solennel qui nous invite à mesurer le chemin parcouru et celui qui reste à parcourir.

En cet anniversaire, nous voulons rendre hommage à l'artisan principal de cette réinscription historique, le Président Oscar Manutahi Temaru, dont la détermination et la vision ont porté notre cause devant la communauté internationale. Nous saluons également toutes celles et ceux qui ont combattu à ses côtés : l'Église Protestante Māōhi et les autres Églises de notre territoire et celles du Pacifique, les syndicats, et les leaders océaniens qui ont soutenu et amplifié notre voix dans le Pacifique et au-delà.

Cette réinscription n'est pas un aboutissement — c'est un point de départ. Et deux échéances cruciales se profilent dans les jours et semaines qui viennent.



Du 25 au 27 mai, soit dans quelques jours, le Comité spécial de décolonisation des Nations Unies tient son séminaire régional à Managua, dans les Caraïbes. Puis en juin, à New York, se tiendra la session de fond du C24 — session au cours de laquelle la situation de la Polynésie française sera une nouvelle fois examinée par la communauté internationale.

Treize ans après notre réinscription, force est de constater que la France persiste dans son refus d'engager un véritable dialogue de décolonisation. Elle refuse de transmettre les informations demandées par le Comité. Elle refuse l'envoi d'une mission des Nations Unies sur notre territoire. Et pourtant, notre délégation continue de porter notre voix avec dignité et détermination devant le C24, et la Polynésie française a formalisé sa demande d'accueillir le séminaire régional du C24 en 2027 — ce qui serait un signal fort adressé à toute la région Pacifique.

Monsieur le Président, nos questions sont les suivantes : quelle sera la stratégie du gouvernement lors du séminaire de Managua dans quelques jours et lors de la session de fond du C24 en juin à New York ? Quels messages concrets le gouvernement entend-il porter devant la communauté internationale ? Et comment compte-t-il renforcer le soutien des États membres du Forum des îles du Pacifique pour amplifier notre voix face au refus persistant de l'État français d'entrer dans un processus de décolonisation conforme à ses obligations internationales ?

*Mauruuru – Te aroha ia rahi*

**M. Steve CHAILLOUX**

